

sur nos réserves en devises étrangères. Tout cela pour acquérir des actions détenues par des étrangers et des sociétés d'exploitation de nos ressources qui créaient de l'emploi dans notre pays. Ainsi, en rachetant les actions détenues par des étrangers, nous nous desservons et en créant cette demande, nous faisons tomber notre dollar et sommes obligés de laisser augmenter les taux d'intérêt pour équilibrer le compte international de notre balance commerciale. Du fait de ce programme, au cours des deux dernières années, quelque 20 milliards de dollars ont quitté notre compte des réserves internationales.

Comment pouvons-nous réduire cet exode de liquidités qu'on constate au niveau de ce compte entre notre pays et tel et tel autre? Selon moi, pas nécessairement par le contrôle des changes. Il y a une façon très simple de procéder. Avant, nous prélevions un impôt à la source de 15 p. 100 sur les intérêts payés aux détenteurs de comptes étrangers. Si nous voulons freiner ce mouvement et faire baisser nos taux d'intérêt, nous devrions—je crois—envisager sérieusement de réinstaurer cet impôt à la source et de le porter à environ 30 p. 100 pour tous les dépôts retirés moins de 60 mois à partir de leur placement. De cette façon, nous pourrions certes largement freiner les fluctuations des retraits du compte des réserves internationales et nous nous rendrions compte que nous pourrions commencer à réduire nos taux d'intérêt.

Je pense qu'il n'est pas réaliste d'abaisser nos taux d'intérêt à un niveau inférieur au taux d'inflation, bien que certains économistes et notamment un ou deux penseurs parmi les plus progressistes du monde de la finance internationale affirment qu'il soit possible, comme cela a été fait en Suisse, de pratiquer des taux d'intérêt nationaux à condition de prendre en même temps des mesures visant à contrôler et à protéger notre système monétaire.

Nous avons avili notre système monétaire. Nous avons imprimé plus d'argent que ne le nécessitait la croissance de l'économie et nous avons, par conséquent, affaibli le pouvoir d'achat de notre moyen d'échange. Je me rappelle encore l'avertissement qu'on nous donnait, il y a bien longtemps dans mes années d'école. On nous a prévenus à l'école, du moins moi je l'ai été, que le système de monnaie fictive ne pouvait fonctionner à longue échéance, parce qu'on ne pouvait pas se fier aux forces politiques dans une démocratie. Je ne blâme pas entièrement le gouvernement libéral. Je crois simplement que c'est le jeu d'enchères auquel nous nous livrons pour influencer les attitudes et l'opinion publique qui pousse les politiciens à promettre à la population active plus que le pays n'a vraiment les moyens de leur offrir. En agissant ainsi, nous affaiblissons notre système monétaire, au point maintenant où se fait entendre à nouveau un appel qui, à mon grand étonnement, provient de mon collègue le député de Qu'Appelle-Moose Mountain (M. Hamilton). Il réclame à nouveau un métal précieux ou l'or comme étalon afin de redonner à notre moyen d'échange une forme de mesure honnête qui est préférable aux caprices des politiciens serviles qui exploitent les anticipations peu réalistes des Canadiens en général. Ce sont cette attitude et ces anticipations que nous devons transformer, et je crois que la politique monétariste y remédie parce que le niveau d'anticipation

s'abaisse au point extrêmement dangereux où même le droit à la propriété privée, résidentielle et commerciale, est attaqué.

• (1540)

Je vais probablement me faire huer par les députés du parti libéral, mais j'affirme que le budget du 12 novembre est une attaque délibérée contre le droit à la propriété qu'ont les individus. C'est très grave. C'est une révolution qui a été rendue possible parce que les Canadiens et de nombreux députés sont restés impassibles devant cette situation scandaleuse, mis à part les événements des deux semaines passées. C'est cette apathie qui explique que nous n'apportons plus autant d'assiduité à notre travail que nous le faisons auparavant.

Cela fait deux ans que le ministre des Finances (M. MacEachen) répète que nous pouvons résoudre la question de l'inflation en augmentant la productivité. Avec le régime fiscal actuel, il y a peu de chance, monsieur l'Orateur, que l'on puisse accroître la productivité.

Une voix: Oh, oh!

M. Huntington: Monsieur l'Orateur, le député devrait essayer de comprendre, mais il est complètement bouché. Il est absolument impossible, compte tenu du régime fiscal actuel, d'augmenter la productivité et de combler le déficit de 20 milliards de dollars de notre compte commercial des produits finis. Les membres de mon parti connaissent mon opinion à ce sujet et ils ne sont pas nécessairement d'accord avec ce que je vais dire.

L'ancien secrétaire parlementaire du ministre des Finances, le député d'Ottawa-Centre (M. Evans) sait que la Chambre de commerce d'Ottawa a financé un projet de recherche dirigé par M. John Ferguson, un économiste qui lui au moins fait preuve de créativité. Il en est venu à la conclusion que nous ne pouvons progresser et faire face à la concurrence internationale et vendre nos produits à l'étranger si nous continuons de prélever tant d'impôts sur les bénéficiaires.

D'ici la fin du siècle, il va nous falloir 1,400 milliards de dollars d'investissements si nous ne voulons pas revenir à l'âge du wigwam. J'ai parfois l'impression que nous allons dans cette direction. Si nous voulons que notre société industrielle aille de l'avant et résolve nos problèmes de distribution, il faut que nous puissions nous autofinancer au lieu d'emprunter à l'étranger. Il va falloir que nous mettions fin à l'imposition abusive des profits et mettions un frein également à la législation et à la politique fiscale qui découragent ceux qui ont les moyens de créer des emplois et de gérer du personnel.

Faute de ces formes d'encouragement, les gens préfèrent placer leur argent et profiter des taux d'intérêt élevés. Ceux qui sont disposés à risquer leur argent pour innover, à investir du capital de risque et à moderniser certaines entreprises, sont en butte à trop de règlements et à trop d'obstacles. Dans ma propre entreprise, j'ai dû attendre neuf mois avant de savoir si le ministère de l'Industrie et du Commerce approuvait ou désapprouvait cinq clauses qui nous auraient permis de croître et d'accroître la productivité tout en réduisant les dépenses salariales. Nous serons aux prises avec ce dilemme tant que les bureaucrates ne pourront prendre ces décisions au jour le jour.